

**Le Nouvelliste*
03.09.2018

«L’histoire de mon élection commence en Valais»

Le conseiller fédéral tessinois est venu motiver les troupes vendredi soir à l’occasion du souper de soutien du PLR Valais à Ardon.
Rencontre avec un Sage accessible et bavard.

DE NOEMIE FOURNIER

Ignazio Cassis est pile à l’heure. Accompagné par Sarah Sabatier Alder, présidente des femmes libérales radicales valaisannes et coordinatrice de la rencontre, le conseiller fédéral déambule sur le parvis de l’école d’Ardon. Il serre toutes les mains. Toutes. Un verre dans l’autre. Il est avenant, accessible, bavard. Venu spécialement pour le souper du PLR Valais, il découvre dans la salle, sur les tables, du rouge, du blanc, du sirop. Cassis, bien sûr. Son discours est plein d’humour. Il en appelle à la solidarité latine pour tacler les Suisses allemands. Il motive les troupes. A la fois coach et seigneur du PLR dans la course aux fédérales. «Mais n’oubliez pas de garder de l’énergie pour le sprint final.» Au-delà de ces considérations sportives, Ignazio Cassis est là pour faire la fête. Les soirées politiques, il en fait déjà trop. Celui qui va travailler en bus tous les matins prône la simplicité, l’authenticité, la légèreté. Et de ne jamais oublier de se faire plaisir. C’est le médecin qui vous le dit.

Ignazio Cassis, vous dites que l’histoire de votre élection débute en Valais. Racontez-nous.

C’était le 13 juin 2017. J’étais à Vétroz, chez Jean-René Germanier. Nous avons fait un apéro dans les vignes, on avait un peu bu, beaucoup mangé et failli louper le train. C’était le temps de l’insouciance. Il restait deux jours d’une session parlementaire que les journalistes avaient qualifiée d’ennuyeuse. Deux jours et c’était les vacances. Le lendemain à midi, Didier Burkhalter me convoque pour nous annoncer sa démission. On lui a demandé pour quand c’était. Novembre? Décembre? Il a répondu: 14 heures. C’était le lendemain de la visite chez Jean-René Germanier. Faites attention s’il vous invite. Votre vie peut basculer. Trois mois plus tard, j’étais élu au Conseil fédéral.

Vous êtes ici sur les terres de Pascal Couchepin. Vous avez dit avoir mille anecdotes sur lui, s’il fallait n’en choisir qu’une?

Nous nous entendions très bien en commission. Un jour, avec sa voix de président, il me tape sur l’épaule (il l’imite). «On va boire un café.» Le premier bistro était plein. Une table de dix Bernois assez âgés nous ont à peine regardés, le président de la Confédération et moi. On a changé de bar, lui aussi plein à craquer. La serveuse a dû nous caser dans un coin. Quand vous racontez ça à des ministres étrangers, ils ne vous croient pas. En Suisse c’est merveilleux cette simplicité.

Vous accolez Philippe Nantermod avec beaucoup d’enthousiasme. Quel est son point fort?

Sa rhétorique. C’est un communicateur d’exception. Il a une lyrique motivationnelle incomparable.

Et son point faible?

La même chose. Il doit apprendre à user de cette rhétorique, à la doser. Sans s'emporter.

Sa double candidature au national et aux Etats est-elle risquée?

Dans certains cantons, cela ne pose aucun problème. Mais culturellement, au Tessin en tout cas, personne n'ose le faire sans que l'on sache pourquoi.

Quant à la poignée de main avec Frédéric Favre, en début de soirée, que vous êtes-vous dit?

Je ne le connaissais pas personnellement, donc j'ai été vraiment ravi de pouvoir échanger avec lui. Il a l'air de quelqu'un d'authentique. J'ai suivi le dossier des JO depuis Berne, mais même si nous y étions largement favorables, je savais que ce serait très dur. Dans les milieux de montagne, nous ne sommes pas encore prêts à sacrifier notre paysage.

«ResOnCo», un projet pilote valaisan propose de rapprocher les professionnels de la santé. Une solution d'avenir pour réduire les coûts de la santé?

Je suis certain que travailler ensemble est la piste la plus profitable. Il faut toutefois avoir la franchise de dire aux professionnels de la santé et aux hôpitaux que oui, ils devront gagner moins pour faire baisser les coûts de la santé. Mais je suis convaincu que dans 20 ans, nous aurons choisi des réseaux de soins intégrés réunissant les médecins, les pharmaciens, les EMS et les structures de soin à domicile, pour un important gain d'efficacité.

Sur tous les dossiers posés sur votre bureau, lequel vous inquiète le plus?

L'Union européenne. Sans aucune hésitation. C'est un besoin fondamental d'avoir des relations calmes et prévisibles avec l'Europe. J'espère que nous saurons conclure un accord-cadre institutionnel le plus rapidement possible, à condition qu'il soit de qualité. Sinon, nous le repousserons. Car qu'on se rassure, il y aura une Suisse avec ou sans cet accord.